

Dans le cadre de la Journée Mondiale de Refus de la Misère, plusieurs centaines de personnes ont répondu à l'appel de citoyens et d'organisations d'Argenteuil pour dénoncer la chasse aux pauvres, la politique d'exclusion de la municipalité, les démolitions de logements sociaux, ... Au travers cette mobilisation ils ont voulu donner à Argenteuil l'image de la **SOLIDARITÉ**, de la **FRATERNITÉ** et s'engager dans les luttes pour la **JUSTICE SOCIALE**, le **RESPECT de la DIGNITÉ**....

Prochain rendez vous Jeudi 25 Octobre à 19H à la Mairie à l'occasion de le tenue du Conseil Municipal pour demander le retrait du projet de démolition des logements de la Cité Joliot Curie et une véritable écoute des habitants. (voir communiqué ci après)

Communiqué

Depuis plus de trois ans, la Municipalité d'Argenteuil mène un projet de liquidation de la cité Joliot-Curie. Elle a agi sans ménagement avec les locataires des 1041 appartements de cette cité, ne réalisant aucune information écrite et aucune concertation . Si le projet était fait au bénéfice des locataires actuels, pourquoi n'a-t-elle jamais cherché à les convaincre du bien-fondé de ce projet pour eux ? L'Amicale-CNL et le Comité de Défense des locataires de Joliot-Curie considèrent que les principaux bénéficiaires de ce projet seront les bétonneurs. Sans avoir obtenu l'aval de l'ANRU, la Municipalité engage la démolition. Un protocole en ce sens doit être proposé au prochain Conseil Municipal du 25 octobre, après qu'il ait été voté au Conseil d'Administration de l'Office-HLM ce lundi 8 octobre (voix contre : élus de la CNL, abstention du représentant de la CAF ; le maire de Bezons n'a pas pris part au vote). Ce vote engagerait les Argenteuillais à cautionner une opération contre les milieux populaires d'Argenteuil.

L'Amicale-CNL et le Comité de Défense des Locataires appellent l'ensemble des Argenteuillais à refuser ce projet et à rejoindre les locataires de Joliot-Curie, à 19 heures, à la mairie d'Argenteuil, dans leur protestation à l'occasion de ce Conseil, pour demander le retrait d'un projet de démolition que l'énorme majorité des locataires refuse.